



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES  
POPULATIONS

**ARRETE MODIFICATIF**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service Prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2004/8128  
MTB



**Le Préfet des Côtes d'Armor**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2011, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «**NOGUES Alain** », l'autorisant à exploiter en CAULNES au lieu-dit « Palence » un élevage avicole de 60 000 animaux équivalents (60 000 poulets chair) ;
- VU la demande présentée le 20 mai 2009 par l'installation classée « **NOGUES Jacqueline** », sise « Croix Guessant » en CAULNES, en vue de la mise à jour du plan d'épandage concernant un élevage avicole de 60 000 poulets soit 60 000 animaux équivalents, en CAULNES au lieu-dit « Palence » ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 septembre 2011 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 septembre 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, qui a donné son accord ;

**CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de la Rance ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de CAULNES, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12 500 UN et le plafond d'épandage est de 75 ha ;

**CONSIDERANT** que Madame NOGUES Jacqueline a repris l'élevage de Monsieur NOGUES Alain son époux exploite actuellement deux sites d'élevages sur la commune de CAULNES :

- un site au lieu-dit "Palence" autorisé par arrêté Préfectoral du 5 janvier 1989 pour un cheptel de 60 000 animaux équivalents et qui comprend trois poulaillers pour une surface totale d'élevage de 2 660 m<sup>2</sup>;
- un site au lieu-dit "La Croix Guessant" qui bénéficie d'un récépissé de déclaration en date du 14 novembre 1979 pour l'exploitation d'un cheptel de 7 500 dindes de chair soit 22 500 animaux-équivalents ;

**CONSIDERANT** que les déjections produites sur ces exploitations étaient préalablement valorisées par l'épandage sur les terres en propre du pétitionnaire (Monsieur NOGUES Alain) et celles de 6 prêteurs ;

**CONSIDERANT** que la production totale d'azote des 2 ateliers avicoles exploités par Madame NOGUES Jacqueline s'établit à 14 850 unités (10 800 UN pour l'atelier autorisé et 4 050 UN pour l'atelier déclaré) et est donc supérieure au seuil d'obligation de traitement ;

**CONSIDERANT** qu'un dossier a été déposé par l'exploitant le 29 octobre 2008 dans lequel il déclarait la mise en place d'une convention de reprise de fumiers bruts avec les établissements HUON pour la totalité des fumiers produits sur le site ;

**CONSIDERANT** que les établissements HUON se chargent par la suite de réaliser la normalisation de ces fumiers puis le transfert des produits normalisés vers des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par hectare ;

**CONSIDERANT** qu'il est prévu une production totale de 10 800 UN (6 bandes de 60 000 poulets standard produisant chacun 30 grammes d'azote) et 9 000 UP2O5 (6 bandes de 60 000 poulets standard produisant chacun 25 grammes de phosphore).

- 3 320 UN et 2 767 UP2O5 seront reprises par les Etablissements HUON de la même manière que pour l'installation soumise au régime de la déclaration. Les fumiers seront repris à la vidange des poulaillers par les établissements HUON.

- 7 480 UN et 6 233 UP2O5 seront mises à disposition d'un prêteur de terres qui exploite par ailleurs un cheptel laitier soumis au régime de l'autorisation dans le canton de Dinan Ouest, canton classé hors ZES et à moins de 140 UN/Ha ce qui est donc considéré comme de la résorption par transfert ;

**CONSIDERANT** que les charges moyennes sur les terres du prêteur de terres sont de 139,2 UN/Ha de Superficie Directive Nitrate et 79,5 UP2O5/Ha de Superficie Directive Nitrate ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire exploite par ailleurs sur son exploitation un forage pour alimenter en eau les poulaillers situés sur le site de « Palence ». Ce forage réalisé en 1980 est implanté à moins de 35 mètres des poulaillers mais n'avait jusqu'à présent pas fait l'objet d'une dérogation dans l'acte administratif du pétitionnaire ;

**CONSIDERANT** qu'aucune modification n'est apporté par ailleurs aux bâtiments d'exploitation ou à leur mode de fonctionnement ;

**CONSIDERANT** que le dossier déposé par le pétitionnaire prévoit le retour à la conformité de l'exploitation vis à vis de ses obligations de transfert des effluents.

**CONSIDERANT** que la totalité des effluents produits sur les deux sites d'exploitation seront transférés dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par hectare.

**CONSIDERANT** que l'exploitant ne modifie pas son installation par ailleurs ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## **- A R R E T E -**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> -**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989, sont modifiées comme suit :

1.1. Madame NOGUES Jacqueline domiciliée à CAULNES au lieu-dit "Palence " est autorisée à exploiter à cette adresse (section A2 n°s 254 et 421), à moins de 100 mètres du tiers le plus proche et à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 60 000 animaux-équivalents en présence simultanée, répartis en 60 000 poulets standard, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter à 10 800 kg par an, la quantité d'azote produite.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

### **ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989, sont modifiées comme suit :

2.1. - Aménagement des bâtiments:

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 660 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du (des) poulailler(s) seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

## 2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au

moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

### 2.3. - Transfert des effluents bruts :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ.
- Le type de produit
- Les quantités enlevées en tonnes et en m<sup>3</sup>.
- La dénomination du repreneur et la parcelle de destination des effluents dans le cas d'un épandage.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et soit leurs destinations finales dans le cas d'un épandage ou l'identité du repreneur dans le cas d'un transfert. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

### 2.4. - Stockage et épandage des effluents bruts.

2.4.1.- Le stockage au champ des fumiers destinés à l'épandage doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle ( failles, bétoires ).

2.4.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.4.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.4.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.4.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

2.4.6. - Les fumiers repris par la société prestataire de service, chargé de les normaliser avant transfert vers des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par hectare, seront stockés uniquement dans les poulaillers avant reprise par cette société. Aucun autre mode de stockage de ces fumiers sur l'exploitation ne pourra être mis en oeuvre sans l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

2.5. - Autres :

2.5.1. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.5.2. - Sur les parcelles du plan d'épandage situées dans le périmètre de protection de « Val et Pont Ruffier », le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993.

### **ARTICLE 3 - MTD**

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989, sont modifiées comme suit :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

### **ARTICLE 4 - Prescriptions particulières relatives au forage existant :**

Le forage existant sur l'installation ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5 - Résorption**

- 10 800 unités d'azote par transfert

#### **ARTICLE 6 -**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 5 janvier 1989 restent inchangées.

#### **ARTICLE 7 -**

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **ARTICLE 8 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives municipales de CAULNES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de CAULNES pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

## ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- « — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- « — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

## ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, M. le Sous-Préfet de DINAN, le Maire de CAULNES, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police

SAINT-BRIEUC, le 17 OCT. 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Philippe de Gestas-Lespérour

